

SUBSIDES — DISCUSSION GENERALE—  
*Suite.*VERSION FRANÇAISE DES LOIS—*Suite.*M. E. Paquet—*Suite.*

Provinciale désignée de ce nom dans texte anglais comme dans français—2135; ne croit pas M. Fréchette dans l'erreur—2135.

M. F. D. Monk—Principe dangereux—2136, rendrait illusoire droit d'avoir les lois traduites dans les deux langues—2136; contrôle du gouvernement sur traductions—2136.

M. Doherty—Cas Provincial Bank of Canada—2136; désignation dans les deux langues, sans inconvénient—2137.

TRAITEMENT DE CANADIENS PAR  
FONCTIONNAIRES AMERICAINS.

M. F. R. Lalor—Cite cas de brutalité d'agents d'immigration américains sur train de Buffalo—2368.

Sir W. Laurier—Enquêtes s' plaintes—2368; demande noms—2368.

M. S. Hughes—Cas d'intervention de douaniers sur terrain canadien—2369.

M. Schaffner—Incident Morden—2370.

Hon. Foster—Insulte et humiliation inadmissibles—2370.

## TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES.

Hon. Foster—Sur motion de subsides—2539; effet de loi de 1908 sur service civil—2540; armée de 7,600 employés. émergeant pour \$8,000,000—2541; conclusions et propositions commission du service civil 1907—2542; gouvernement a favorisé une seule division du service—2542; mode de classement changé seulement—2542; aucun compte tenu du mérite—2543; mécontentements créés—2544; augmentations arbitraires des traitements avant mise en vigueur de la nouvelle loi—2544; exemples ministère des travaux publics—2546; injustice à l'égard des fonctionnaires extérieures des ministères où ces augmentations ne se sont pas faites—2546; ministère agriculture—2548; ministère intérieur—2550; ministre n'a aucun droit d'accorder augmentation antidatée—2552; tableau résumant l'œuvre des trois ministres cités—2554; pas de franc-jeu—2554; l'augmentation uniforme de \$150—2556; son injustice—2556; injustice pour les employés qui approchent au maximum—2558; "play the game—2558; toutes les classifications auraient dû être soumises à la commission—2560; le premier ministre savait que ces augmentations injustes allaient être accordées—2560; et il a laissé faire—2560; il est responsable—2560.

Hon. S. Fisher—Le procédé automatique de classement a été demandé par l'hon. M. Foster—2562; par crainte de faveur politique—2562; le gouvernement s'est volontairement désisté du droit de faveur en faisant tomber le service extérieur dans le service permanent—2562; explique les 106 augmentations de 1908—2563; aucun rapport avec mise en vigueur de 1908—2563; aucun rapport avec mise en

SUBSIDES — DISCUSSION GENERALE—  
*Suite.*TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES—  
*Suite.*Hon. Fisher—*Suite.*

vigueur de la loi—2564; les 29 avances du mois d'août—2564; pouvoir d'augmentation évident avant 1er septembre—2566; donne raison accroissement général du ministère depuis 1896—2566; pour aider l'agriculture—2566; la frayeur du retour de M. Foster aux finances—2567; justification des augmentations recommandées par chefs de services—2573; le maximum—2575; les représentants du service civil sont satisfaits de l'augmentation proposée—2576; discussion avec délégués de l'association—2577; correspondance échangée—2577; résultat de l'augmentation projetée à peu près égal à proposition de la commission—2578; l'armée méritante du service civil—2578; a droit à autant d'égards que la milice—2579.

M. R. L. Borden—Hon. Fisher et prohibition—2580; adulation personnelle—2580; violation du principe de la loi—2580; opposition n'a pas mis d'esprit de parti dans discussion loi du service civil—2581; ne reproche pas augmentations faites mais auraient dû être laissées à la commission—2582; si la loi est interprétée comme elle l'a été par les trois ministres signalés n'apportera aucun bénéfice—2582.

Hon. M. Pugsley—Mode d'application de l'art. 8—2584; travail du sous-ministre—2584; aucune plainte pour subdivision A—2585; subdivision B. justice rendue—2586; cas particulier—2586; aucune considération politique—2587; la loi ne donne pas aux commissaires le droit de faire classifications—2588; jusqu'au 1er sept. nous avions carte blanche—2588.

M. Northrup—Art. 8, classement devait se faire aussitôt que possible—2588; devait se faire après 1er septembre—2589; augmentations accordées avant 1er septembre étaient illégales—2589; augmentation projetée actuelle de \$150, violation loi électorale—2589; prix payé pour sièges d'Ottawa—2390; votera contre résolution—corruption électorale, injustice augmentation uniforme—2590; beaucoup seront augmentés qui devraient être renvoyés illico—2591.

M. H. G. McGiverin—Promesse faite d'accord avec intention exprimée par gouvernement de mettre à exécution recommandations commission royale—2591; gouvernement met à exécution cette intention avec équité et honnêteté—2591; association service civil satisfaite—2592.

TRAVAUX DE LA COMMISSION EAUX  
LIMITROPES.

M. C. A. Magrath—Sur motion de formation en subsides—6908; arbitraire américain—6909; négligence du gouvernement canadien—6909; création de la commission internationale des eaux limitrophes—6900; acte du Congrès—6909; cas de la rivière Sainte-Marie du Mon-